

Le premier des dix avions citernes CL-215 destinés au service national de la protection civile du gouvernement de France a été remis hier au colonel J.-M. Grebil, chef de la mission militaire française en Amérique du Nord. Les premier et deuxième avions partiront dans deux semaines, à destination de la base de Marignat, dans le sud de la France, et pourraient entrer en service au

mois de juin. Le commandant André Lang de la base de Marignat a passé plusieurs semaines à Canadair, avec deux de ses pilotes et huit membres d'équipage, pour suivre un programme de formation. Canadair a en cours de fabrication vingt avions citernes du type CL-215 pour le gouvernement de Québec, en plus des dix destinés à la France. Conçu spécifiquement pour combattre

les incendies de forêt, le CL-215 est muni de deux réservoirs d'une capacité de 6,000 livres d'eau chacun et de deux cueilleurs à commande hydraulique qui permettent le remplissage des réservoirs pendant le vol à fleur d'eau. Durant une journée d'opération, l'avion CL-215 peut s'attacher à un incendie pendant environ 7 1/2 heures et larguer une charge totale d'eau de 840,000 livres.

La loi d'aide sociale est envoyée aux députés

Les citoyens des zones grises de Montréal donnent suite à la menace

par Jean-Claude Leclerc

Les citoyens des zones grises de Montréal ont fait parvenir hier copie du texte de la "loi de l'aide sociale" aux députés de l'Assemblée nationale, mettant ainsi à exécution la menace qu'ils avaient fait peser sur le gouvernement du Québec après qu'une fuite eut mis en leur possession le texte de cette loi tant attendue et si souvent différée depuis trois ans. Ils ont également fait tenir copie aux comités de citoyens de Montréal et aux organes d'information.

Le texte de la loi, divulgué hier, est substantiellement le même que celui dont Le Devoir a dévoilé, en premier, les grandes lignes lundi de la semaine dernière. Le gouvernement n'avait pas alors réagi officiellement à la nouvelle d'une telle fuite, mais il est certain que dès avant cette nouvelle et dans la journée même qui suivit, des hauts fonctionnaires et au moins un membre du cabinet Bertrand firent tout pour que cette affaire ne bondisse pas dans l'opinion publique.

"L'irresponsabilité du gouvernement ayant en ce domaine atteint depuis longtemps des limites extrêmes, déclarent les citoyens dans un communiqué accompagnant le texte de la loi, nous croyons de notre devoir de citoyens de faire parvenir une copie du texte de la "loi de l'aide sociale" aux députés du Québec afin de favoriser leur travail législatif, aux comités de citoyens de Montréal, afin qu'ils étudient ce texte, ainsi qu'aux médias d'information pour que le grand public soit informé adéquatement."

Depuis six ans, rappellent-ils, le rapport Boucher sur les problèmes de sécurité sociale est entre les mains du gouvernement. Depuis trois ans un projet de loi-cadre sur la sécurité sociale mis au point par le gouvernement lui-même, "attend dans les tiroirs du ministère de la famille et du bien-être social", accusent les citoyens des zones grises, qui ajoutent:

"Depuis deux ans, les citoyens les plus défavorisés, les petits salariés, les chômeurs, et toutes les catégories d'assistés sociaux réclament de façon pressante que le gouvernement dépose son projet de loi, afin qu'une discussion publique puisse en être faite. Les travailleurs sociaux eux-mêmes ont participé à ces mouvements de pression."

Ils soutiennent que "devant ce problème de plus en plus pressant, le gouvernement n'a jamais cessé de temporiser et de remettre à plus tard le dépôt de la loi sous divers prétextes futiles. Pendant ce temps, la misère des petits salariés et des assistés sociaux ne faisait qu'augmenter".

Dernièrement, ajoutent-ils, conciliateur. Pour accentuer la pression, ils ont résolu de déclencher une grève du zèle; ainsi, ils ne dispenseront aucun cours entre 12h et 13h30, mesure qui privera les étudiants de 237 heures de cours par semaine. De la même façon, les professeurs refusent de donner des cours supplémentaires et ne seront au collège qu'entre 8 heures et 16 heures.

Au printemps l'eau dégoutte...
Vient installer les
GOUITIÈRES "PRIMEAU"
Galvanisée • Cuivre • Aluminium
Estimation gratuite
MONTREAL 322-4160
QUEBEC 872-9244
PRIMEAU METAL INC.

CUISINE FRANÇAISE • LICENCE COMPLETE
RESTAURANT

Chez Son Père

M. François Bouvoux, prop.
DINERS D'HOMMES D'AFFAIRES
A PARTIR DE 11 H 30
OUVERT JUSQU'À 2 H DU MATIN
FERME LE DIMANCHE

TOUJOURS A LA MEME ADRESSE:
907, boul. St-Laurent
TEL.: 861-5861

"sortant brusquement de son inaction, le gouvernement a poussé l'odieuse jusqu'à prendre des mesures discriminatoires face aux célibataires sans travail".

Quand Le Devoir révéla la semaine dernière que le texte de cette fameuse loi-cadre était tombé aux mains des assistés sociaux de la métropole, le ministre de la famille, M. Jean-Paul Cloutier, avait de nouveau promis, en réponse à une question d'un membre de l'opposition, que la loi serait bientôt déposée, mais il le fit en des termes si évasifs que les citoyens des zones grises en tirèrent la conviction qu'il leur revenait de passer à l'action.

"Si le gouvernement n'agit pas assez rapidement — avaient-ils déclaré le lendemain de la nouvelle de cette "fuite" dans un communiqué confirmant les renseignements parus dans Le Devoir — nous diffuserons au niveau des comités de citoyens le texte que nous possédons et nous en ferons également parvenir une copie à certains membres de l'Assemblée nationale."

Le même jour en Chambre le ministre Cloutier déclarait: "Je ne sais pas en mesure à ce moment-ci de dire la date exacte du dépôt de la loi en Chambre, mais je puis dire qu'actuellement les légistes sont à terminer les dernières vérifications. Je serai proba-

blement en mesure de la déposer prochainement."

Pres de dix jours s'étant écoulés sans que le ministre donne suite à cette nouvelle promesse, les citoyens des zones grises ont donc pris sur eux — geste sans précédent à l'Assemblée nationale — de saisir eux-mêmes les députés de ce projet de loi qui, six ans après le rapport Boucher, met fin au régime des prestations catégorisées selon l'âge, l'infirmité, l'invalidité, etc.

On n'a toutefois pas fait tenir aux députés copie des règlements qui accompagnent ce projet de loi, et qui comprennent notamment des tables de taux extrêmement importantes du point de vue des obligations et des politiques budgétaires du gouvernement Bertrand. Il ne fait pas de doute cependant que de tels règlements sont également tombés aux mains des citoyens des zones grises, et qu'ils seront vraisemblablement utilisés lors de l'étude de la loi.

Institut Gracian

Le dîner annuel de l'Institut Gracian (Académie internationale des lettres, des arts et des sciences) aura lieu, le 29 avril 1969, à 19 heures, au restaurant Chez Maxime, 10, 151 rue Lajeunesse, à Montréal. Trois représentants de la jeunesse des universités du Québec, animeront un panel sur l'éducation.

■ aujourd'hui

La Commission Gendron tiendra une conférence de presse à 10h00 ce matin, à la bibliothèque Nationale, 1700, rue Saint-Denis.

Le consul général de France à Montréal, au nom du gouvernement français, présentera une collection de volumes à la faculté de médecine de McGill, à 11h00, à la bibliothèque de l'édifice des sciences médicales, 1200 ouest, avenue Pine.

Pour célébrer le 54^e anniversaire du débarquement des troupes de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande sur la péninsule de Gallipoli, en Turquie, lors de la première grande guerre, une cérémonie se déroulera à 11h00 au cénotepe du carré Dominion.

Québecair présentera, à 14h00, son avion turbopropulseur BAC-111, à la barrière 4 de l'aéroport international de Montréal.

Une conférence de presse aura lieu à 15h00 dans le bureau du maire Albert Garneau, à l'hôtel de ville de Verdun, 4555, avenue Verdun, pour annoncer le "Rallye Tiers Monde" qui aura lieu le samedi 3 mai.

M. Gabriel Loubier donne une conférence de presse à 16h00 à la galerie no 2 de l'hôtel Reine Elizabeth, sur la formation d'un centre international de recherches en

sociologie et le projet Carrefour 69 de la JOC.

M. Jean Marchand, ministre des forêts et du développement rural, prendra la parole à 19h30, au mess des officiers du HMCS Montcalm, Club de la Garnison, à Québec, lors du dîner annuel de la base navale.

A 20h00, inscription au gymnase du collège d'Amos des participants à un colloque sur les communications sociales. Le colloque se poursuivra en soirée et demain toute la journée.

Le département de géographie de l'université de Moncton et l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences organisent aujourd'hui et demain un colloque sur l'enseignement de la géographie. Première séance à 9h30 ce matin, à l'auditorium de l'école normale de l'université.

M. Léo Cadieux, ministre de la défense nationale, prendra la parole à 20h30 lors du "mess dinner" à la Station B de La Macaza, Québec.

A 21h00, soirée-bénéfice annuelle de l'Association libérale de Vaudreuil-Soulanges, au centre culturel de la Cité des Jeunes de Vaudreuil. Allocation de M. Paul Gérin-Lajoie.

A Edouard-Montpetit

La grève est terminée mais le différend reste entier

par Jean-Luc Duguay

Les professeurs du CEGEP Edouard-Montpetit, à la suite d'une entente de dernière heure, ont mis fin à la grève qu'ils avaient entreprise le 14 avril et sont retournés au travail hier matin.

Cependant, le différend qui existe entre les enseignants et la direction du collège au sujet du non-renouvellement du contrat de quatre professeurs n'est pas encore réglé. S'il y a entente définitive, celle-ci interviendra mercredi prochain, lors de la réunion du conseil d'administration, qui sera saisi d'une proposition de neuf de ses 17 membres qui prône le réengagement des professeurs pour l'année 1969-70 et demande qu'une année de probation supplémentaire soit nécessaire à l'obtention de leur permanence. Rappelons que le conseil d'administration, aux réunions du 15 et du 17 avril, a refusé de considérer le cas des quatre professeurs, alléguant que le problème n'était pas de sa compétence mais de celle du directeur général du collège, le père Bisailon.

La décision des professeurs de mettre fin à la grève, mercredi soir, a eu l'effet d'une

surprise. Dans l'après-midi, en effet, la direction du CEGEP avait rencontré l'exécutif du syndicat et les deux parties n'avaient pas réussi à s'entendre, les professeurs posant à leur retour en classe certaines conditions jugées inacceptables par la direction. Au terme de la rencontre, "persuadée" que c'était à nouveau l'impasse, la direction émettait un communiqué où elle annonçait qu'il n'y aurait pas de cours hier. Cependant, en soirée, le syndicat se ravisa et décida de mettre fin à la grève sans condition. C'est ainsi que le collège Edouard-Montpetit a pu fonctionner hier, mais l'on est tenté de se demander pour combien de temps.

A Maisonneuve

Entre-temps, la grève se poursuit et s'intensifie au CEGEP Maisonneuve. Hier, le collège a reçu moins d'étudiants que les jours précédents et plus de professeurs étaient absents.

Mercredi soir, quelque 350 étudiants réunis en assemblée générale ont décidé, par un vote très fortement majoritaire de poursuivre la grève et d'intensifier l'"informa-

tion" auprès de leurs confrères qui continuent de se rendre en classe. C'est ainsi que les étudiants grévistes se rendent au collège et tentent de persuader les indécis de se rendre avec eux sur les lignes de piquetage.

D'autre part, les étudiants et les professeurs attendent impatiemment une prise de position du ministère de l'éducation. Dimanche et lundi une délégation a rencontré à Québec le sous-ministre de l'éducation, M. Arthur Tremblay, ainsi que d'autres représentants du ministère à qui ils ont exposé la situation qui règne actuellement au collège à la suite du congédiement de onze professeurs.

Hier, le directeur des services pédagogiques du collège, le père Arsenault a publié un "résumé" des rencontres du début de la semaine. Il insiste sur le fait que les porte-parole du ministère ont déclaré que le gouvernement ne saurait intervenir dans cette affaire, les CEGEP formant des corporations autonomes. Cependant, les professeurs et les étudiants qui se sont rendus à Québec conservent l'espoir que le ministère pourra suggérer une formule qui mettrait fin au litige.

Au CEGEP d'Ahuntsic

Quelque 150 professeurs font la grève du zèle

La colère gronde au CEGEP d'Ahuntsic où quelque 150 professeurs accusent le gouvernement de refuser de leur payer immédiatement certains montants forfaitaires à la seule fin de s'assurer un pouvoir de marchandage dans les négociations en cours. En conséquence, les professeurs ont résolu, hier, unanimement, de suspendre les négociations et de faire appel à un conciliateur. Il a en outre été décidé de faire une grève du zèle en respectant certaines clauses de leur ancienne convention collective qui les régit encore en vertu du bill 21.

Rappelons que ces professeurs enseignaient auparavant à l'Institut de technologie Laval et qu'ils sont toujours affiliés au Syndicat professionnel des enseignants du Québec (CSN). L'Institut de technologie (CSN). L'Institut ayant été intégré au CEGEP d'Ahuntsic, ils relèveront, dès la signature de la prochaine convention collective, de la Corporation

des enseignants du Québec. Le litige vient de ce que les enseignants affiliés au SPEQ ont depuis signé un nouveau contrat de travail et ont, par conséquent, reçu certaines sommes forfaitaires, ce qui n'est pas le cas pour les professeurs du CEGEP d'Ahuntsic. Ces montants, précise un communiqué, peuvent aller, dans certains cas, jusqu'à \$1,200. Le gouvernement a fait savoir aux professeurs que les sommes dues leur seraient payées, mais une fois la convention collective signée. Les enseignants estiment, de leur côté, que le remboursement de ces montants et la signature d'un nouveau contrat de travail sont deux problèmes distincts et affirment que le gouvernement retarde le paiement de ces sommes dans le but unique d'accroître son pouvoir de marchandage à la table des négociations.

Aussi ont-ils décidé de rompre les négociations et de remettre le litige aux soins d'un

conciliateur. Pour accentuer la pression, ils ont résolu de déclencher une grève du zèle; ainsi, ils ne dispenseront aucun cours entre 12h et 13h30, mesure qui privera les étudiants de 237 heures de cours par semaine. De la même façon, les professeurs refusent de donner des cours supplémentaires et ne seront au collège qu'entre 8 heures et 16 heures.

CUISINE FRANÇAISE • LICENCE COMPLETE
RESTAURANT

Chez Son Père

M. François Bouvoux, prop.
DINERS D'HOMMES D'AFFAIRES
A PARTIR DE 11 H 30
OUVERT JUSQU'À 2 H DU MATIN
FERME LE DIMANCHE

TOUJOURS A LA MEME ADRESSE:
907, boul. St-Laurent
TEL.: 861-5861



elle est électronique
...c'est nouveau!
elle est de Bulova
...c'est formidable!
elle coûte \$5500
...c'est une aubaine!

CARAVELLE® Montre transistorisée



Il s'agit de la toute nouvelle montre électronique et Bulova l'a dotée d'un mouvement à ancre à rubis de précision actionné par une pile minuscule. Ce mouvement perfectionné ne se trouve que dans des montres beaucoup plus coûteuses. Résultat: une montre très précise qui vous assurera pendant de nombreuses années un fonctionnement digne de confiance. Et vous n'avez jamais besoin de la remonter!

Chez les bons bijoutiers et dans les grands magasins.

VIENT DE PARAÎTRE... AUX ÉDITIONS DU JOUR

LE CORPS SECRET

ALBUM DE PHOTOS D'ART par MIA et KLAUS

• Prélude de Jacques Breault • Un vibrant hommage à la beauté du corps humain • Format 9" x 12" • Héliogravure.

En vente partout à \$12.00 - Distributeur: l'Agence de Distribution Populaire inc., 1130 est, rue de LaGauchetière, Montréal - Téléphone: 523-1600

EDITIONS DU JOUR

informations

Le 9e congrès du PC chinois a pris fin

par David Davies, de l'AFP

HONG KONG (AFP) — Le 9e congrès du parti communiste chinois a pris fin victorieusement, a annoncé hier le radio de Pékin captée à Hong Kong, citant un communiqué du secrétariat du praesidium du congrès. Le radio de Pékin a précisé que les délégués du congrès réunis en séance plénière avaient procédé à l'élection de 170 membres titulaires et à 107 membres suppléants du comité central.

Le communiqué précise d'autre part que le président Mao Tse-toung assistait à cette séance plénière qui était présidée par le camarade Lin Piao. Quand les noms du président Mao et de Lin Piao ont été prononcés au cours de l'appel nominal des membres du nouveau comité central, la

salle du congrès a résonné, ajoute le communiqué, d'un tonnerre prolongé d'applaudissements et d'ovations.

Le nouveau comité central du parti communiste chinois se réunira, pense-t-on, avant le 1er mai pour élire le bureau politique et le comité permanent.

Il est probable, selon les observateurs, que le bureau politique comprendra les 24 principaux dirigeants qui sont apparus à la faveur des purges de la révolution culturelle et qui ont toujours été cités dans le même ordre depuis le 1er octobre 1968.

La fin du congrès va coïncider avec la célébration du Premier Mai qui, cette année, revêtra, estime-t-on une importance exceptionnelle à Pékin.

le 14 avril, l'approbation du rapport de Lin Piao et l'adoption de la nouvelle constitution, et le communiqué final.

Le congrès a duré une semaine de plus qu'on ne le prévoyait. On ignore s'il était prévu à l'origine qu'il durerait 24 jours ou si sa clôture a été retardée par des difficultés imprévues surgies à propos de la composition du nouveau comité central.

Le communiqué publié hier soir ne précise pas la signification exacte de la nomination de Lin Piao en tant que successeur de Mao Tse-toung. Les observateurs soulignent à ce sujet que c'est le vice-président et non Mao, qui a présidé la réunion plénière finale du congrès. Les deux premières réunions plénières, le 1er et le 14 avril, avaient été présidées par Mao lui-même. Ainsi, l'importance accrue accordée à Lin Piao a été mise en relief au cours de la séance de clôture.

Mais le communiqué n'indique pas si Mao va continuer à exercer la direction active ou s'il passera la main immédiatement à Lin Piao et se contentera désormais d'un rôle avant tout honorifique.

Le communiqué, soulignent d'autre part les observateurs, n'a pas proclamé "la victoire totale de la révolution culturelle". Le congrès, au contraire, s'est engagé à poursuivre ses efforts en vue d'éliminer "ce qui reste des influences nocives" du président évincé Liou Chao-chi. Autrement dit, "la lutte entre les deux lignes" en Chine n'est pas terminée et la purge des "rouliers capitalistes" et des autres partisans de Liou Chao-chi se poursuivra.

Bombe découverte à Cardiff

CARDIFF (Pays de Galles). (AFP) — Une bombe de très forte puissance a été découverte mercredi dans une consigne automatique de Cardiff (Pays de Galles) a-t-on appris hier.

C'est un employé qui, apercevant un fil électrique qui sortait de ce colis suspect, a averti la police. Selon les spécialistes du déminage, la bombe aurait pu détruire la moitié de la gare. Elle était munie d'un dispositif qui, apparemment, n'a pas fonctionné et qui devait la faire exploser à l'ouverture de la consigne.

A la suite de cette découverte, la police va organiser une fouille systématique de toutes les gares du Pays de Galles.

A l'approche de l'investiture du Prince de Galles, qui se déroulera le 1er juillet au château de Caernavon, on craint en effet que les extrémistes gallois ne multiplient les incidents.

Neuf de ces extrémistes comparaisaient d'ailleurs depuis quelques jours devant le tribunal de Cardiff. Ils sont accusés d'avoir participé à des attentats et appartenu à "L'Armée libre du Pays de Galles", organisation illégale et interdite. Dans les tracts qu'avaient saisi chez eux les policiers figuraient des instructions leur enjoignant d'empêcher par tous les moyens, y compris la bombe, les armes à feu, et l'incendie, l'investiture du Prince Charles.

S'adressant aux Alliés

Berlin-Ouest demande l'interdiction du parti NPD

BERLIN (AFP) — Après la décision prise par le gouvernement fédéral de ne pas requérir l'interdiction du parti d'extrême-droite N.P.D., M. Klaus Schutz, bourgmestre-régnant de Berlin-Ouest maintient sa demande d'interdiction du N.P.D. à Berlin, qu'il a adressée aux trois alliés occidentaux.

Berlin, a-t-il déclaré en substance à l'agence allemande D.P.A., est un cas particulier. Plus que d'autres, il a besoin d'amitié, de compréhension et de solidarité de la part des peuples du monde. Il ne doit subsister aucun doute que Berlin rejette toute renaissance d'un nouveau national-socialisme. De plus, la situation juridique à Berlin en ce qui concerne les partis politiques est totalement différente de celle qui prévaut sur le reste du territoire fédéral. Les droits réservés ici aux puissances alliées protectrices sont claires. Berlin regrette que le droit constitutionnel fédéral n'ait pas pu englober Berlin. Berlin doit donc recourir à l'aide des trois puissances protectrices.

Kiesinger : reconnaître la RDA, un péché contre l'histoire allemande

DUSSELDORF (AFP) — "Reconnaître la R.D.A." serait un péché contre l'histoire de l'Allemagne et une usurpation", a déclaré, hier, à Dusseldorf, M. Kurt-Georg Kiesinger, à la veille d'un grand débat sur la politique allemande au Bundestag.

Le chancelier qui avait pris la parole devant l'assemblée annuelle de l'Union des syndicats patronaux de l'industrie de Rhénanie-Westphalie, a affirmé qu'une telle décision ne pouvait être prise que par l'ensemble du peuple allemand, et non pas seulement par les 60 millions de citoyens de la R.F.A. Il a demandé à la population de s'armer de patience dans la question de la réunification.

Sur le plan militaire, M. Kiem et le délégué nord-vietnamien, M. Xuan Thuy, ont continué à réclamer le retrait unilatéral inconditionnel des troupes américaines, alors que MM. Lam et Cabot-Lodge s'en sont tenus à la formule d'un retrait mutuel.

La nuance qui existe entre les positions américaines et sud-vietnamiennes, ce sujet est d'ailleurs apparue une fois de plus hier, M. Lam ayant continué à éviter de prononcer le mot "simultanément", employé à nouveau par M. Cabot-Lodge pour préciser les modalités du retrait mutuel proposé.

La prochaine séance a été fixée au 30 avril, le jeudi 1er mai étant chômé.

La conférence de Paris continue à marquer le pas

PARIS (AFP) — La conférence de Paris sur le Vietnam continue à marquer le pas. Aucun rapprochement des points de vue n'est décelable dans les discours prononcés hier, à la 14e séance plénière, par les chefs des délégations qui se sont bornés à réaffirmer leurs positions, avec cependant quelques nuances de formulation.

Ainsi, le délégué américain, M. Henry Cabot-Lodge, a-t-il notamment déclaré plus nettement que cela n'avait jamais été fait: "Nous ne voyons aucune raison pour que les aspects militaires et politiques d'un règlement ne puissent pas être mis au point en même temps".

Sur le plan politique, le délégué sud-vietnamien, M. Pham Dang Lam a précisé que son gouvernement "n'exige pas la capitulation" de ceux qui luttent contre lui les armes à la main, mais demande "qu'ils renoncent simplement à la lutte armée pour la lutte politique".

De son côté, le délégué du Front national de libération, M. Tran Bau Kiem, après avoir de nouveau affirmé que la population du Sud-Vietnam réclame un "gouvernement de paix" pour mettre fin aux combats, a rappelé en ces termes la demande du F.N.L. pour un ultérieur "gouvernement de coalition". Le F.N.L. préconise l'organisation d'élections générales libres pour élire une assemblée nationale démocratique et former un gouvernement de coalition groupant les personnes les plus représentatives de toutes les couches populaires.

MM. Lam et Kiem ont cependant continué à se refuser réciproquement et avec la plus grande fermeté la qualité d'interlocuteurs valables pour le règlement de ces problèmes politiques.

Sur le plan militaire, M. Kiem et le délégué nord-vietnamien, M. Xuan Thuy, ont continué à réclamer le retrait unilatéral inconditionnel des troupes américaines, alors que MM. Lam et Cabot-Lodge s'en sont tenus à la formule d'un retrait mutuel.

La nuance qui existe entre les positions américaines et sud-vietnamiennes, ce sujet est d'ailleurs apparue une fois de plus hier, M. Lam ayant continué à éviter de prononcer le mot "simultanément", employé à nouveau par M. Cabot-Lodge pour préciser les modalités du retrait mutuel proposé.

La prochaine séance a été fixée au 30 avril, le jeudi 1er mai étant chômé.

internationales

Combats à Umuahia, reprise de Owerri Biafra : brusque évolution de la situation militaire

par François Mazure, de l'AFP

IHIALA, (BIAFRA) — La ville d'Owerri sur le front Ouest est tombée hier aux mains des troupes biafraises annoncées-t-on de source autorisée biafraise. Sur le front Sud la bataille continue pour le contrôle d'Umuahia, la capitale provisoire des sécessionnistes. Mercredi des éléments de l'armée fédérale avaient réussi à pénétrer pour la première fois dans la ville. Hier les combats ont continué avec autant de violence que la veille. Selon les Biafrais les fédéraux n'ont pas progressé et n'occupent toujours que les faubourgs-nord. Selon des renseignements puisés à diverses sources, il semble que cette affirmation soit exacte. Les Biafrais affirment en outre que les éléments fédéraux qui ont pénétré dans Umuahia sont des groupes peu importants qui sont maintenant cou-

pés du reste de l'armée fédérale.

Sur le front sud-est de violents combats se sont déroulés mercredi et hier matin à Bende et Uzuakoli, deux bourgades au nord-est d'Umuahia. Les fédéraux ont lancé mercredi une attaque dans le secteur d'Onitsha, sur le front nord-ouest près du fleuve Niger. Selon les Biafrais cette attaque a rapidement été enrayée. Sur les autres fronts la situation a été calme mercredi et hier.

Si la reconquête d'Owerri est confirmée, il s'agira d'un important succès pour les Biafrais. La ville contrôle en effet tout le front ouest.

La situation militaire, qui avait été plus ou moins stationnaire depuis six mois, évolue donc très rapidement depuis quelques jours avec les combats pour le contrôle d'Umuahia et d'Owerri. Les observateurs estiment que les jours et les semaines qui viennent verront une évolution importante dans la tournure de cette guerre qui dure maintenant depuis presque deux ans.

Nouveau déficit de la balance des E-U

WASHINGTON (AFP) — La balance des paiements des Etats-Unis pour le premier trimestre de cette année se soldera par un déficit de l'ordre d'un milliard de dollars, indique-t-on dans les milieux spécialisés de l'administration.

Ce n'est pas avant la mi-mai que le bilan des comptes extérieurs de la nation pour les trois premiers mois sera officiellement publié. Mais il est d'ores et déjà admis que le solde sera négatif de 990 millions de dollars enregistré pour le dernier trimestre 1968 sera suivi par un déficit d'un ampleur sensiblement équivalente.

Le surplus du dernier trimestre, dû à un afflux de capitaux privés anormalement élevé à la fin de 1968 avait permis au gouvernement américain de faire état pour l'ensemble de l'année d'un léger surplus de balance des paiements qui avait raffermi la position internationale du dollar.

Opposition au réseau Sauvegarde

WASHINGTON (AFP) — Le sénateur Stuart Symington a prédit que le sénat recommandera au Congrès une réduction générale des crédits militaires si la commission sénatoriale des services armés ne retarde pas l'établissement du réseau anti-balistique "Sauvegarde".

Le sénateur démocrate de Missouri, qui est membre de la commission des affaires étrangères aussi bien que de celles des services armés, a déclaré à la fin de deux journées de dépositions publiques devant cette dernière commission qu'il était plus opposé encore qu'auparavant au projet de réseau anti-balistique.

La Roumanie durcit son opposition au Comecon

BUCAREST (AFP) — Face aux pressions soviéto-polonaises et est-allemandes d'intégration économique, la Roumanie a brusquement durci hier sa position.

Tendance au compromis, à Moscou

En effet, alors que le chef de l'Etat roumain, M. Nicolae Ceausesco défend à Moscou l'indépendance économique de son pays au sommet du Comecon, l'hebdomadaire politique "Lumea", sous la signature du rédacteur en chef adjoint de "Scinteia", organe quotidien du comité central du PC roumain, a non seulement rejeté la "fiction" de la théorie soviétique de la souveraineté limitée mais également attaqué, en termes à peine voilés, l'ingérence du Kremlin dans les affaires intérieures d'un pays du bloc de l'Est sous le prétexte de "l'intégrité territoriale de la communauté socialiste".

Le moment choisi par "Lumea" pour publier cet article n'est pas fortuit, estiment les observateurs qui pensent que M. Ceausesco a dû tenir un langage similaire à Moscou devant les dirigeants des autres pays membres du Comecon.

Certains termes de l'article de "Lumea" sortent du cadre rigide du vocabulaire des pays de l'Est, estiment encore les observateurs, pour s'apparenter davantage à celui utilisé par la presse yougoslave. Il est, en effet, peu courant en Roumanie, de voir qualifier une théorie soviétique "d'étrange conception" ou de "bizarene".

Dans certains milieux de Bucarest, on laisse même entendre que cet article est aussi important que celui paru en juin 1964 dans l'hebdomadaire économique "Viata Economica" pour rejeter les premières tentatives soviétiques d'intégration économique.

Quoi qu'il en soit, un pas de plus a été franchi par les Roumains dans leur conflit avec les intégrationnistes soviétiques et polonais et l'on affirme dans certains milieux bien informés de Bucarest que la position de la Roumanie, qui est "de principe" et non pas de "circonstances", ne peut pas varier quelles que soient les pressions auxquelles elle est ou pourrait être soumise.

MOSCOU (AFP) — Des tendances au compromis sur le problème de l'intégration sont apparues hier au cours des travaux de la conférence au sommet du Comecon à Moscou. M. Ceausesco pour la Roumanie, chef de file de la tendance autonomiste, et M. Alexis Kossyguine, porte-parole des "intégracionnistes", ont tous deux exposé des vues conciliantes, apprend-on de bonne source.

M. Ceausesco a exposé à nouveau sa conception opposée à une institution économique supra-nationale, mais a employé des termes conciliants et a multiplié les nuances, indique-t-on.

Il a énuméré les "grandes possibilités ouvertes par la coopération économique" entre les pays du comecon, "à condition que la souveraineté nationale de chaque partenaire soit respectée".

En écho, M. Kossyguine a développé les "perspectives" de l'intégration plus poussée entre les économies nationales des pays du Comecon, en des termes qui ont paru refléter une volonté d'apaisement à l'égard des thèses roumaines. Ce compromis, qui marquerait cependant dans sa forme définitive une progression des thèses intégracionnistes, pourrait apparaître dans le texte d'une "déclaration" qui serait signée par toutes les délégations et publiée à la fin des travaux du "sommet", prévue pour vendredi.

U Thant en Europe

NATIONS UNIES (AFP) — Le secrétaire général, U Thant, a quitté New York hier matin pour un voyage de quinze jours en Europe. U Thant se rend à Londres, puis à Rome et à Genève. Au cours de cette visite, il s'entretiendra avec les membres du gouvernement italien et sera reçu en audience privée par le pape.

Étudiants, Étudiantes



d'université, de C.E.G.E.P. ou d'autres institutions postsecondaires:



a du travail d'été pour vous!

...à temps complet ou partiel.

Le travail est simple et surtout rémunérateur:

- Les produits FULLER sont déjà hautement reconnus pour leur qualité et acceptés de longue date par la Québécoise;
- Ils sont faciles à vendre à cause de votre grande diversité;
- Vous serez appuyé(e) dans votre région, par une campagne de publicité spécialement adaptée à votre travail d'été.

Fuller vous offre en plus le choix d'une semaine de 15 heures ou de 45 heures. Ce qui vous permettra soit d'amasser un montant maximum d'argent (nous songeons ici surtout aux universitaires), soit de partager votre temps entre le travail et vos loisirs (étudiants des C.E.G.E.P. ou autres institutions postsecondaires).

Nous aimerions vous rencontrer,

samedi, le 26 avril, à 9 h. 30 a.m.

Motel Fontainebleau, 5500 est, rue Sherbrooke Montréal.

Demandez M. Yvon chaperon de la Maison Fuller

N.B. Ceux ou celles qui ne peuvent se rendre à cette rencontre peuvent faire parvenir leurs nom, adresse, numéro de téléphone et âge à: La Maison Fuller, case postale 430, Québec 10.

Premier pas vers l'introduction du divorce en Italie

ROME (AFP) — L'introduction du divorce en Italie a été approuvée par la commission de la justice de la Chambre, qui a adopté par 18 voix contre cinq, le texte unifié des propositions de loi de MM. Loris Fortuna (socialiste) et Antonio Baslini (libéral). Seuls les commissaires démocrates-chrétiens ont voté contre l'introduction du divorce, dont le principe avait déjà été approuvé lors de la législature précédente.

DÉCÈS

Notes s.v.p. que les avis de décès doivent nous parvenir avant 6.00 p.m. heure de tombée.

SERVICE ANNIVERSAIRE

AUGER: Samedi, le 26 avril, 1969, à 8 heures a.m. en l'église St-Albert le Grand de Québec, sera chanté le service anniversaire de M. André Auger, époux de Laurianne Hamel.

BUJES Arthur, A Québec, le 22 avril 1969 est décédé. Arthur Bujes, époux de Bernadette Sicotte. Il laisse pour pleurer sa perte M. et Mme Arthur Bujes (Aline Hamelin) Maurice, Dr et Mme Robert Bujes (Edith Edwards) Huguette, M. et Mme Roger Mainguy Ing. Pros. (Grélie) M. et Mme Sarto Bujes Ing. Pros. (Line Barthe) M. et Mme Suzanne Bujes gérant Union France (Dorely Canuel) Les funérailles auront lieu ce matin à l'église St-Sacrement de Québec où le service sera célébré à 10.00 heures. Et de là au cimetière, lieu de sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

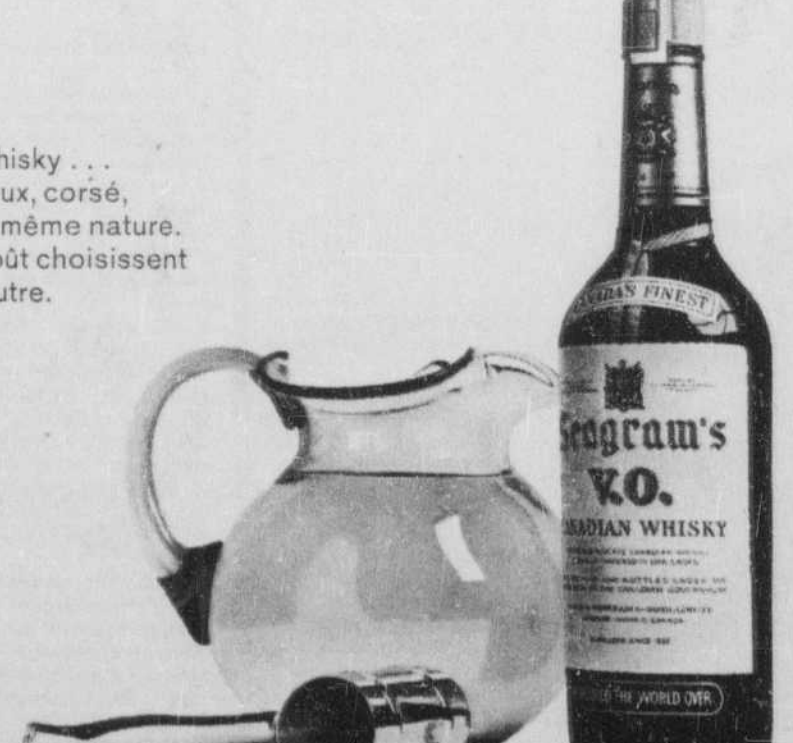
RESIDENCES FUNÉRAIRES

Magnus Poirier Inc

6520, ST DENIS
10526, ST-LAURENT
185 est, DeCASTELNEAU
Tél. : 277-2135

POUR VOUS QUI CHOISISSEZ AVEC GOÛT

Seagram V.O., c'est tout un whisky... un whisky réussi en grand. Doux, corsé, il est agréable à déguster... même nature. C'est pourquoi les gens de goût choisissent le V.O. de préférence à tout autre.



SEAGRAM

WHISKY CANADIEN

Selon son directeur général,
Jean-Yves Desbiens

La Fédération doit se préoccuper de rentabilité économique mais aussi de rentabilité sociale

par Jean-Pierre Proulx

En 1968, la Fédération des oeuvres de charité canadiennes-françaises a versé à 32 oeuvres une somme totale de près de trois millions de dollars. La Fédération est-elle seulement une machine à distribuer plus rationnellement de l'argent, tout en réduisant les frais d'administration, ou bien un organisme animé par une philosophie cohérente du développement social et économique?

C'est ce que nous avons voulu savoir en rendant visite cette semaine au directeur général de la fédération, M. Jean-Yves Desbiens.

La Fédération, nous a dit M. Desbiens, évolue certainement vers une nouvelle vision de son rôle quoique cela ne se fasse pas toujours sans certaines tensions. A ce propos, M. Desbiens nous a expliqué que la Fédération a eu longtemps à sa direction des responsables issus surtout du monde des affaires et qui par conséquent étaient en général d'abord préoccupés de rentabilité économique.

Il ne fait nul doute dans l'esprit du directeur de la Fédération qu'il faut maintenant inverser la pyramide du pouvoir au sein de la Fédération ce qui d'ailleurs est en train de se produire. Les structures du pouvoir doivent être ainsi conçues que la Fédération se préoccupe non seulement de rentabilité économique mais aussi de rentabilité sociale.

La rentabilité sociale implique la mise en oeuvre d'une politique d'ensemble qui permette un réel développement individuel et collectif. Cela signifie que la Fédération doit viser non seulement à aider des oeuvres, excellentes par ailleurs, mais aussi prévoir, par une sérieuse planification, quelles oeuvres il faut aider pour que se réalise la promotion des droits des individus mais aussi le développement social et économique.

Pour ce faire, nous a dit M. Desbiens, la Fédération est aidée par le Conseil des oeuvres dont le directeur est M. Yvon Beyle. Le rôle de cet organisme qui incidemment est subventionné en grande partie par la Fédération consiste justement à dire à la Fédération où sont les priorités et comment investir. Le Conseil des oeuvres est justement l'organisme qui permet de voir "à la rentabilité sociale et économique".

Par exemple, nous a dit M. Desbiens, le Conseil des oeuvres étudie présentement la possibilité d'un regroupement, au plan administratif, d'un certain nombre d'agences sociales dispersées un peu partout dans la ville. Pour ce faire, le Conseil a engagé un économiste qui travaille à plein temps sur ce problème.

Des membres du conseil des oeuvres font aussi partie des sous-comités des budgets qui voient à la répartition des subventions entre les différentes oeuvres. Ils sont en mesure, de préciser M. Desbiens, parce que préoccupés de l'ensemble du développement, de dire s'il faut accorder telle ou telle subvention à telle ou telle société.

Devant ces problèmes complexes, il n'y a plus personne qui peut travailler dans son corridor, la pyramide doit être inversée. Le pouvoir doit donc en quelque sorte refléter ce but plus global du développement économique et social que veut de plus en plus poursuivre la Fédération.

Au niveau concret des structures, M. Desbiens reconnaît que ce n'est pas facile à réaliser et admet qu'il existe certaines tensions entre la Fédération et le Conseil des oeuvres. "Il y a en effet certaines dissensions au point de vue idéologique qui ne sont pas encore réglées mais les négociations vont bon train et l'on essaie de créer des structures de dialogues".

Nous avons demandé à M. Desbiens si ces dissensions n'avaient pas pour cause l'existence au sein du Conseil des oeuvres d'un service "d'animation sociale". C'est M. Michel Blondin qui dirige ce service.

J'ai lu les oeuvres de Michel Blondin, a répondu M. Desbiens, et j'ai pu constater ce que son service avait pu réaliser à Montréal et je suis tout à fait d'accord.

Nous avons d'autre part fait remarquer à M. Desbiens que la Société de Saint-Vincent de Paul était l'oeuvre qui recevait la plus haute subvention de la Fédération soit près de \$700.000. Cette société, dont le budget total s'élève à un million de dollars, distribue en secours directs la presque totalité de ce montant.

Nous avons demandé à M. Desbiens si cette façon de faire n'était pas au gouvernement la tâche de prendre ses responsabilités. "Il y a certes là un cercle vicieux, nous sommes d'accord. Mais le problème est de savoir concrètement comment briser ce cercle. La Fédération recherche ce moyen", de dire M. Desbiens.

Cependant a-t-il poursuivi, il faut savoir que 70% des subventions que nous versons servent à défrayer les salaires des professionnels qui offrent gratuitement leurs services à la population.

D'autre part, au cours d'une conversation téléphonique, nous avons demandé à M. Jean-Claude Nepveu, président général de la Saint-Vincent de Paul de Montréal, s'il croyait que l'organisme qu'il dirige retarde l'action du gouvernement. Selon M. Nepveu, cet argument est improvisé. La Saint-Vincent de Paul ne fait pas que du dépannage mais elle essaie aussi de réaliser un travail d'éducation en profondeur par différentes démarches, notamment, en renseignant les gens sur leurs droits. Pour lui, les oeuvres de charité sont supplétives. La loi cadre sur l'assistance sociale ne règlera pas tous les cas, il ne faut pas en faire une panacée.

Quatre Montréalais honorés par le Conseil des chrétiens et des juifs

En reconnaissance de leurs réalisations dans le domaine des relations humaines, le Conseil canadien des chrétiens et des juifs honore MM. W. Earle McLaughlin, président du conseil et président de la Banque Royale du Canada, Maxwell Cohen, c.r., doyen de l'université McGill, Marcel Vincent, président du conseil de Bell Canada et Paul Bienvenu, conseiller et administrateur de The Ogilvie Flour Mills Company Limited, le lundi 28 avril, à l'hôtel Bonaventure.

Cet hommage est rendu à ces hommes en reconnaissance de leur contribution à différentes causes humanitaires au Canada.

W. Earle McLaughlin, diplômé de l'université Queens, en est maintenant un administrateur. Il est un ancien président du conseil de McGill Associates; membres du conseil d'administration de la Fédération du bien-être social de Montréal et de l'hôpital Royal Victoria. M. McLaughlin s'est aussi dévoué à la cause de l'Ambulance St-Jean, de la Croix-Rouge et du Conseil canadien des chrétiens et des juifs.

M. Maxwell Cohen, c.r., est l'ancien président du conseil

d'administration de l'Institut canadien des affaires internationales, district de Montréal et membre du comité national de l'Association des Nations unies du Canada. Il fut président du conseil du comité spécial du ministre de la justice pour enrayer la campagne de haine.

M. Marcel Vincent est diplômé de l'université de Montréal. Pendant la deuxième guerre, il atteint le grade de lieutenant-commandant dans la réserve volontaire de la Marine royale canadienne. Il est un ancien président du conseil du comité des contributions spéciales pour le Conseil canadien des chrétiens et des juifs; gouverneur de l'université d'Ottawa et, s'est occupé de plusieurs oeuvres communautaires de bienfaisance.

M. Paul Bienvenu fut quelques années membre du comité exécutif de la Chambre de commerce du Canada. Il s'est de plus dévoué à différentes causes humanitaires et de bienfaisance, telles l'Ambulance Saint-Jean, l'hôpital Notre-Dame et nombre d'autres groupements civiques et charitables.

Le banquet sera sous la présidence d'honneur de M. G.-Arnold Hart.



Le compte à rebours...

Le compte à rebours est commencé à la campagne des Fédérations du Grand Montréal et les dernières compilations, à six jours de la clôture, sont \$6.272.397, soit 58,1 pour cent de l'objectif total de \$10.800.000.

Selon les dirigeants de la campagne, qui se sont réunis hier pour étudier la situation, ces résultats sont inquiétants. Bien que chacun tienne à garder son optimisme, il reste si peu de temps qu'ils se demandent si le succès de cette deuxième campagne unifiée n'est pas compromis.

Malgré les nombreux efforts des bénévoles, quantité de rapports n'ont pas encore été retournés au secrétariat permanent de la campagne. Il est d'une importance capitale de compléter ce travail le plus tôt possible afin d'activer la compilation des résultats, a précisé le président général de la campagne, M. A.F. Campo.

en bref

Morgan reconstruit

La compagnie Henry Morgan a annoncé la reconstruction immédiate de sa succursale du centre commercial de Dorval, en banlieue de Montréal. M. H. W. Sutherland, vice-président de la Compagnie de la Baie d'Hudson et président de Henry Morgan and Co. Ltd., a déclaré que les plans du nouveau magasin sont déjà prêts. Les travaux doivent commencer d'ici quelques jours. Le magasin a été détruit par un incendie lundi dernier. Il n'y a eu aucun blessé, mais les pompiers ont été dans l'impossibilité de sauver le contenu du magasin. Le nouveau magasin devrait ouvrir ses portes d'ici la fin de l'année.

Les autoroutes

QUEBEC (PC) — L'Office des autoroutes du Québec a enregistré, pour l'année 1968, un déficit net de \$13.200.000, ce qui porte à \$62.500.000 le déficit accumulé de l'Office depuis sa création, le 25 mai 1961. C'est ce qu'indique le rapport annuel de cet organisme qui a été déposé mercredi à l'Assemblée nationale. Les revenus nets d'exploitation de l'Office se sont élevés à \$7.900.000 en 1968, alors que les intérêts payés et le service de la dette ont nécessité des déboursés de \$19 millions, tandis que le fonds d'amortissement a accaparé \$2.100.000.

Oui! \$17.23*

Le pneu, un dur à cuire, de BP

C'EST UN DUNLOP GOLD CUP 4 PLIS
Il n'a rien de délicat ni de tendre. Il ne craint pas les coups durs ni les pavés brûlants. C'est pourquoi on l'appelle dur à cuire. A ce prix, c'est véritablement un "cadeau" rendu possible par des achats considérables de BP directement du fabricant.



De qualité Dunlop

- Solide, 4 plis à câblé nylon
- Sculptures très profondes
- Nouveau, large profil surbaissé
- Semelle antidérapante
- Garantie du fabricant et assurance routière
- Excède les normes officielles et gouvernementales

DIMENSIONS	FLANC NOIR PRIX*	FLANC BLANC PRIX*
775 - 14	\$17.23	\$18.23
775 - 15	\$17.23	\$18.23
825 - 14	\$17.23	\$18.23
650 - 13	} Ceux-ci à flanc blanc seulement	\$15.95
815 - 15		\$18.23
855 - 14		\$20.95

*Prix de vente suggérés. La vente se termine le 31 juillet 1969

Disponibles à la plupart des stations BP. Utilisez votre carte de crédit BP et bénéficiez de facilités de paiement.

y a de la BP là-dedans



Le procureur du citoyen

Donner aux pauvres ce que les riches possèdent déjà

par Normand Lépine

QUEBEC — Le "procureur permanent du citoyen" devra s'intégrer à des groupes polyvalents ou interdisciplinaires de façon à remplir complètement et efficacement son rôle auprès des classes défavorisées du Québec. Tel est l'un des éléments fondamentaux qui se dégagent de 56 recommandations faites par la commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale au Québec dans la deuxième tranche de son rapport qui vient d'être déposée à l'Assemblée nationale.

Au cours d'une conférence de presse donnée hier matin par les commissaires au cercle des journalistes de Québec, les auteurs du rapport ont expliqué que le système de sécurité judiciaire préconisé vise essentiellement à mettre à la disposition des économiquement faibles les mêmes moyens de faire valoir leurs droits que possèdent déjà les riches. En s'intégrant dans des groupes polyvalents, réunissant travailleurs sociaux, sociologues, médecins, etc., les

procureurs permanents du citoyen seront plus aptes à comprendre les problèmes de ceux qu'ils sont appelés à défendre devant les tribunaux en matière criminelle et pourront davantage remplir une fonction sociale à l'intérieur du système de sécurité judiciaire préconisé par la commission Prévost.

Rappelons les éléments essentiels du régime de sécurité judiciaire que recommande au gouvernement du Québec les commissaires. L'Etat du Québec prend en charge la création d'un service de sécurité judiciaire; une trentaine d'avocats sont embauchés sur une base permanente par la commission de la fonction publique. Ces avocats sont répartis à travers la province et offrent leurs services gratuitement à tous ceux qui sont jugés incapables de retenir ceux d'un avocat au tarif normalement exigé. La commission recommande en outre un certain nombre de mesures visant à garantir l'indépendance et l'autonomie du service et des avocats. Ceux-ci sont ap-

pelés, en attendant une meilleure appellation, "procureurs du citoyen".

L'hon. juge Yves Prévost, président de la commission, estime que la formule choisie est la meilleure. Elle constitue, a-t-il expliqué, un minimum. D'une part la formule du procureur permanent du citoyen assure de façon bien élémentaire la protection des droits des citoyens financiers incapables d'être représentés devant les tribunaux en matière criminelle et d'être informés sur leurs droits. D'autre part, la formule représentée pour le gouvernement une dépense infime compte tenu de ce qui est prévu dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du bien-être.

Pourquoi a-t-on rejeté la formule ontarienne de sécurité judiciaire? Disons que selon celle-ci, le citoyen "choisit" son avocat et ce dernier, une fois son mandat rempli, expédie son compte au gouvernement... Cette formule est non seulement très coûteuse pour l'Etat, on sait pourquoi,

mais elle donne lieu à certains abus, en particulier elle favorise la lenteur des procédures judiciaires et fait en sorte que le citoyen obtient un moins bon rendement de son avocat.

Le président de la commission ne croit aucunement que cette recommandation marque le premier pas vers une socialisation de la profession d'avocat. L'expérience de la ville de Los Angeles, a-t-il expliqué, nous empêche de songer à une telle éventualité. Dans cette ville américaine, le système du "public defender" existe depuis 1914. Ce qui est dire à quel point nous accusons un retard... De plus, des rencontres des commissaires avec des avocats de Los Angeles, avocats de la pratique privée et procureurs du citoyen, révèlent que le système de sécurité judiciaire de cette ville s'occupe de 60 pour cent des causes criminelles et que les autres, soit celles qui s'avèrent pour les avocats les plus lucratives, sont prises en charge par la pratique privée. Un criminaliste de Los Angeles a affirmé que cette clientèle suffit largement aux avocats de la pratique privée.

Au chapitre de l'indépendance qui doit être garantie au procureur du citoyen, sans laquelle il est incapable de remplir sa fonction, les commissaires voient plusieurs problèmes.

Malgré le mécanisme recommandé dans leur rapport, ils sont conscients par exemple qu'il sera quand même difficile pour un procureur du citoyen de défendre des terroristes.

Lorsqu'il s'agit de sécurité judiciaire et de protection des droits du citoyen, il faut penser à autre chose qu'à la corporation des avocats, a dit le juge Prévost. Les commissaires estiment aussi que les procureurs permanents des citoyens devront, dans une certaine mesure, être mieux payés que les procureurs de la couronne.

Quant à la façon dont pourra être mis en vigueur le service du procureur permanent du citoyen, le président de la commission s'est contenté de dire qu'il faudra procéder par étapes. Il faudra sans doute, a-t-il dit, commencer par la "région judiciaire" de Montréal, puis de Québec, Hull, Saint-Jérôme, etc. Le juge Prévost croit en effet que les "régions judiciaires" du Québec dépendent beaucoup des régions économiques. A St-Herménégilde de Tancred, a-t-il dit, il ne se passe pas grand-chose!

Depuis cent ans que la poursuite est payée par l'Etat, que les juges sont payés par l'Etat, il est temps qu'on songe aussi à payer la défense, a dit un des commissaires. C'est, au fond, une question de mentalité.

Afin de mieux rendre capables du citoyen de s'intégrer au milieu social qu'ils sont appelés à représenter, les commissaires recommandent que le bureau qui les logera soit établi ailleurs qu'au palais de justice. D'autre part, un commissaire estime que dans les grands centres le procureur du citoyen devra être disponible 24 heures par jour; c'est souvent au stade de l'arrestation et de l'identification qu'un prévenu est "cuit", a-t-il dit. Le président de la commission ne semble pas cependant partager cet avis complètement.

Jean-Jacques Bertrand

"Nous procéderons par étapes"

QUEBEC (Le Devoir) A la suite de la publication de la deuxième tranche du rapport Prévost portant sur la création par le gouvernement du Québec d'un système de sécurité judiciaire, le premier ministre a déclaré que, dans ce domaine comme dans celui de l'assurance-maladie, il faudra "procéder par étapes".

"Pour l'instant, nous n'avons pas les moyens", a dit M. Bertrand.

Le premier ministre a cependant voulu illustrer la volonté de son gouvernement de donner suite aux recommandations de la commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale au Québec en disant que le bill 3, présenté le mois dernier à l'Assemblée nationale et visant la réforme des maisons de détention, s'inscrit directement dans le sens des recommandations de la commission faites dans la première tranche de son rapport. Le bill 3, comme on sait, prévoit une refonte en profondeur des conditions de détention dans les prisons du Québec; il autorise, en particulier, le directeur général des prisons du Québec de permettre à certains détenus de sortir des murs de la prison pour aller travailler ou suivre des cours.

L'ancien ministre de la justice du Québec, M. Claude Wagner, a déclaré qu'il accueillait la deuxième tranche du rapport Prévost "avec infiniment de joie et sans la moindre réserve".

M. Wagner accorde son appui total aux recommandations de la commission touchant la sécurité judiciaire car, a-t-il dit, "j'ai assez prêché depuis quelques années que nous devons assurer l'égalité de tous les citoyens devant la loi, qu'un des moyens de le faire, c'est de permettre à ceux qui sont moins favorisés de pouvoir recourir à des services d'avocats sans frais et que les frais soient payés par le gouvernement".

"Quant à moi, je vous assure que ça ne trahira pas, il n'y aura pas de contestation de la loi, si le gouvernement en propose une sur la sécurité judiciaire".

Le député libéral de Verdun a déclaré que cette loi pourra être adoptée "en l'espace de quelques heures".

"Quand on songe qu'il y a 60 pour cent des prévenus qui sont obligés de comparaître devant un juge sans le secours d'un avocat, bien cela nous fait peur".

Trudeau n'entend pas faire campagne contre Lévesque

OTTAWA (PC) — Le premier ministre Pierre Elliott Trudeau a déclaré mercredi soir qu'il n'a pas l'intention de lutter contre le Parti québécois de René Lévesque, advenant une élection provinciale basée sur le problème séparatiste.

Le premier ministre a laissé entendre que, selon lui, le parti séparatiste est constitué d'un petit groupe sans grande importance. Mais il n'a pas exclu la possibilité de prendre part à la lutte, si cela s'avérait nécessaire.

participe à un référendum sur cette question, advenant le cas où le parti de M. Lévesque ferait, en fait, d'une élection provinciale un référendum sur le séparatisme, a répondu: "Je ne crois pas que René Lévesque soit d'une grande importance, pour le moment, et je ne crois pas qu'il soit en mesure d'exiger un référendum."

M. Trudeau, à qui on a demandé de commenter une rumeur antérieure voulant qu'il

PARTAGEONS. UNE FOIS POUR TOUS.

* SEPT CAMPAGNES REUNIES EN UNE

Il ne reste que quelques jours pour donner un coup de main à ceux qui en ont besoin. La Campagne des Fédérations réunit sept organismes importants qui viennent en aide à 120 œuvres de bien-être et de santé.

Partageons. Une fois pour tous.

Objectif: \$10,800,000 Jusqu'au 30 avril.

la campagne des fédérations du grand Montréal

Association des œuvres de santé du Grand Montréal • Fédération des œuvres de charité canadiennes-françaises • Fédération et le conseil de bien-être de la rive sud • Fédération of Catholic Charities • Services de bien-être juifs de Montréal • Services unis de la Plume-Rouge • Société canadienne de la Croix Rouge. 400 ouest, boul. de Maisonneuve, Montréal 111 • 288-1261

Donner aux pauvres...

Au chapitre du coût du service de sécurité judiciaire préconisé par la commission Prévost, il faut tenir compte du fait que le gouvernement dépense déjà près d'un demi-million auprès de l'assistance judiciaire du barreau de Montréal et de Québec. En ajoutant à ce montant déjà déboursé le 1.5 million prévu par la commission, il en coûtera au gouvernement environ 2 millions par année pour mettre en vigueur un service complet et intégré.

Il se dégage des 56 recommandations de cette deuxième tranche du rapport Prévost un esprit de contestation très claire. L'idée de faire de ce service de sécurité judiciaire un élément de la sécurité sociale et de donner aux économiquement faibles ce que possèdent déjà les riches s'inscrit dans un mouvement déjà entamé ailleurs de contestation du régime capitaliste.

On trouvera en page 9 le texte intégral des 56 recommandations de la commission Prévost sur la sécurité judiciaire.



Le référendum de dimanche, on s'en doute, fait l'objet de la discussion qui anime ces deux chauffeurs de taxi parisiens. Le général de Gaulle a promis sa démission immédiate si les Français rejetaient ses propositions: décentralisation du pouvoir et diminution de l'importance du Sénat. (Téléphoto AP)

La formation d'un parti provincial: les créditistes se prononcent le 3 mai

par Donat Valois, de la PC

OTTAWA — L'exécutif du Ralliement créditiste tiendra une réunion extraordinaire le 3 mai à Ottawa où il aura à se prononcer, entre autres choses, sur la formation d'un parti provincial créditiste.

Cette question de la fondation éventuelle d'une aile québécoise qui serait en lice lors des prochaines élections générales dans cette province est la plus importante à l'ordre du jour de la rencontre.

L'exécutif du parti est composé, outre des 14 députés du Ralliement qui siègent aux Communes, des présidents des diverses associations du parti hommes, femmes, jeunes ainsi que d'une douzaine de directeurs régionaux du Québec et de l'Ontario.

C'est le chef du Ralliement, M. Réal Caouette, qui lors d'une récente visite à Québec, faisait part de l'intention des membres de son mouvement de fonder un parti provincial.

L'intention n'était pas tellement nouvelle, ayant été exprimée à maintes reprises par des députés du Ralliement au cours des dernières années. Toutefois, il semble que c'était la première fois que le chef du parti la manifestait avec autant de vigueur.

M. Caouette, lors de son passage dans la capitale provinciale, déclarait aux journalistes que la fondation d'une aile provinciale était demandée par un nombre croissant de créditistes fédéraux.

Au soir de l'élection générale, en juin dernier, le chef du parti créditiste, bien que très satisfait par la victoire des siens dans 14 comtés fédéraux du Québec, formulait de sévères reproches envers le gouvernement de l'Union nationale, alors dirigé par feu Daniel Johnson.

Il reprochait précisément au parti gouvernemental d'avoir appuyé financièrement les candidats conservateurs dans plusieurs comtés où les créditistes auraient normalement remporté la victoire, n'eût été, selon lui, cet appui.

M. Caouette promettait alors qu'il remettrait la monnaie de sa pièce à l'Union nationale

Les Acadiens à Paris ont été reçus par M. Jean de Lipkovski

PARIS (AFP) — La délégation acadienne actuellement en visite à Paris a été reçue pendant plus d'une heure jeudi après-midi par M. Jean de Lipkovski, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

L'entrevue, qui se déroulait dans le cadre de la coopération culturelle franco-acadienne, a porté plus particulièrement, apprend-on de bonne source, sur l'envoi de matériel et de livres, l'assistance à prêter au quotidien franco-québécois l'Évangéline et le projet d'édification d'une maison de la culture à Moncton.

M. de Lipkovski s'est félicité que le nombre de jeunes Acadiens apprenant le français aille croissant.

lors de la prochaine élection provinciale.

Les observateurs politiques québécois estiment généralement que le gouvernement Bertrand pourrait déclencher cette élection dans les prochains mois, soit au début de l'automne, quelques mois après le congrès de leadership que ce parti tiendra en juin.

L'imminence de ce scrutin général pourrait bien influencer la décision de l'exécutif au début du mois prochain.

Mme Josie Quart

Les emplois d'été vont aux étudiants de familles aisées

OTTAWA (PC) — Ce sont les étudiants issus de familles aisées qui trouvent le plus facilement un emploi d'été, a déclaré Mme Josie Quart, s'étonnant (PC Québec), à l'occasion d'une réunion du comité spécial du sénat sur la pauvreté.

Annouçant qu'elle allait se faire "l'avocat du diable", Mme Quart s'est également demandé si le comité ne devrait pas intervenir auprès des employeurs pour leur demander de ne pas exiger d'un concubine d'être licencié en philosophie".

Sa troisième cible a été le ministère de la Main-d'œuvre du Canada.

"Nous n'en avons jamais rien pu obtenir" dit-elle, signalant qu'un cercle auquel elle appartenait avait longtemps essayé d'embaucher du personnel par l'intermédiaire des services de la main-d'œuvre, mais en vain.

D. L. McQueen, directeur du Conseil économique du Canada, que les sénateurs interrogeaient au sujet d'un mémoire du Conseil qu'il leur avait soumis, a déclaré que Mme Quart avait soulevé certaines questions importantes pour le marché du travail au Canada.

Il a proposé qu'elle interroge les représentants du ministère fédéral de la main-d'œuvre sur leurs services de l'emploi, quand ils vont comparaître devant le comité.

Quant à l'emploi des étudiants, il estime que les étudiants pauvres sont moins in-

formés des possibilités de travail que leurs camarades des familles nanties.

En réponse à sa question concernant les qualifications requises pour un emploi, M. McQueen a dit que les employeurs devraient soigneusement examiner un emploi avant d'en déterminer les qualifications.

De récentes études faites

ment provincial. Cette région serait, semblait-il, la seule où des candidats d'un parti créditiste provincial pourraient se faire élire.

Si cet avis est partagé par un certain nombre de députés créditistes, il est probable que l'exécutif rejettera ou remettra à plus tard la décision de fonder un parti provincial.

Les créditistes pourraient alors, comme ils l'ont fait dans certains comtés, en 1966 et en 1962, appuyer soit des candidats libéraux, soit des candidats de l'Union nationale.

une valeur de \$70 pour moins de \$5⁰⁰

S'ils étaient synthétiquement produits, les éléments d'engrais contenus dans chaque paquet de 50 livres de MILORGANITE coûteraient approximativement \$70.00. MILORGANITE peut être vendu à une fraction de ce prix, parce qu'il est un produit naturel.

MILORGANITE produit naturellement organique contient TOUS les éléments essentiels à la croissance, pour une végétation saine. De plus il est à toute épreuve! MILORGANITE ne brûle pas... possède beaucoup plus d'endurance... et contient des granules fertilisantes contre les mauvaises herbes.

Aucun fertilisant synthétiquement produit ne peut se comparer avec MILORGANITE

Dans les terrains de golf employés

MILORGANITE

photo d'un autre fertilisant

Distribué par F. MANLY & SONS, LIMITED - TORONTO

arts et spectacles



Le célèbre TRIO DE JACQUES LOUSSIER dont tous les mélomanes connaissent les interprétations "jazzées" de Bach, sera au théâtre Maisonneuve de la Place des arts ce soir et demain à 20h30. Le groupe français est composé du pianiste Jacques Loussier, du contrebassiste Pierre Michelot et du percussionniste Christian Garros.

Soirée de danse contemporaine par le GPR



Le succès remporté par le spectacle donné le 14 avril à la Place des Arts par le Groupe de la Place Royale a incité la direction du Groupe à offrir à son public une représentation supplémentaire pour ceux qui n'auraient pu y assister.

Vanda Intini et Mannie Rowe sont venus se joindre à la troupe après une saison de danse classique à l'Atlanta Ballet. Vanda Intini est la

seule danseuse canadienne à avoir interprété le rôle d'Aurora de "La Belle au Bois" en Amérique. Peter Boneham, Maria Formolo et Rosemary Toombs sont aussi en vedette dans ce spectacle du 28 avril. Les musiciens Serge Garant, Guy Lachapelle, Bruce Mather et Armas Maiste seront présents pour exécuter leurs compositions. Ils seront accompagnés par le soprano Margot MacKinnon et le saxophoniste Walter Boudreau, qui a bien attiré le coup d'oeil de toute la salle le 14 avril.

Rappelons aussi la nouvelle chorégraphie de Peter Boneham intitulée "Pincio" sur une création de Jazz contemporain de Guy Lachapelle et Armas Maiste, présentée en première mondiale le 14 avril. Cette chorégraphie fait partie d'une production très avant-gardiste qui utilise une réalisation visuelle filmée par Raymond Brousseau ayant pour interprètes les danseurs dans leur vie courante...

Louis Comtois ou l'aluminium anodisé à Paris

C'est un matériau assez récent et rarement utilisé dans le domaine artistique que l'aluminium anodisé employé par Louis Comtois comme moyen d'expression.

Ce jeune Québécois expose, à la galerie "Le Haut Pavé", une série de 14 panneaux de composition rigoureusement géométrique. Par l'utilisation exclusive de ronds et de carrés, l'artiste entend faire naître l'idée de mouvement, il y parvient par une savante disposition des masses et la recherche d'un équilibre dissymétrique portant sur plusieurs plans. L'opposition ou la complémentarité des couleurs constitue un autre élément de cette quête artistique. La beauté du matériau, lisse et brillant, en fait l'instrument très approprié.

Louis Comtois, natif de Montréal, est boursier du Conseil des arts d'Ottawa.

C'est depuis sa venue à Paris, en juin, qu'il a songé à avoir recours à l'aluminium anodisé.

35e SEMAINE "Vous fascine par son audace" L'Express

JEUX DE NUIT

RÉSERVÉ AUX ADULTES (18 ANS)

V.O. SUÉDOISE AVEC SOUS-TITRES FRANÇAIS

INGRID THULIN • RÉALISÉ PAR MAI ZETTERLING

Semaine: 7.30 - 9.30
Dimanche: 1.30 - 3.30
5.30 - 7.30 - 9.30

FESTIVAL 1206, E. STE-CATHERINE STATION BEAUBRY - 525-8600

UN FILM SUR L'ÉDUCATION SEXUELLE

HELGA

LES PROBLÈMES SEXUELS
LA CONCEPTION
LA NAISSANCE

EN COULEURS

COMPLÈMENT DE PROGRAMME (COULEURS)

JEAN-TALON MAISONNEUVE

JEAN-TALON, A L'EST DE PIERRE - 723-7000 3019 E. SHERBROOKE - 525-2174

LOUIS DE FUNÈS POUR TOUS

Le 8e SEMAINE

LE GENDARME SE MARIE

UN TORRENT DE RIRE...

EN COULEURS

HORAIRE: 1.30 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30

CINÉMA DE PARIS **FLEUR DE LYS**

900 OUEST, STE-CATHERINE TEL. 861-2996 858 EST, STE-CATHERINE TEL. 289-3203

une tempête de RIRE!

15e et dernière semaine

PHILIPPE NOIRET
FRANÇOISE BRION
MARLENE JOBERT
YVES ROBERT

alexandre le bienheureux

EN COULEURS

EN SEMAINE: 7.30 - 9.30
DIMANCHE: 1.30 - 3.30 - 5.30
7.30 - 9.30
TEL. 489-5559
5550, OUEST, SHERBROOKE

CINÉMA V

2 Belles histoires D'AMOUR 2 Drames vécus!

DU SANG sur la TERRE 18 ANS Adultes

le FRANCISCAIN de BOURGES

COULEURS

CANADIEN **PLAZA**

STATION BEAUBRY - 1206 E. STE-CATHERINE STATION BEAUBRY - 855, ST-HUBERT

Première étape du plus grand

FESTIVAL de films japonais à Montréal

GINE-WEEK-END

En Primeur

Le dernier film de Masaki Kobayashi

HYMN TO A TIRED MAN (sous-titres anglais) (Nippon no Seishun)

avec Makoto Fujita, Tomoko Miraoka, Toshio Kurosawa

Meilleur film asiatique au festival de Tashkent.

3 séances seulement

Samedi, 26 avril 8h.30 - 10h.45 | Dimanche, 27 avril 8h.30

"J'hypothéquerais ma femme pour me racheter un bateau!"

elysée 35 MILTON / 842-6053 SALLE EISENSTEIN POUR TOUS

"Icité à l'île-aux-Coudres, on est venu au monde dans un canot"

UNE PRODUCTION DE L'O.N.F.

les voitures d'eau

un film de **PIERRE PERRAULT**

et BERNARD GOSSELIN - MONIQUE FORTIER
SERGE BEAUCHEMIN - ALAIN DOSTIE

montano

chante prévert

Me revoici avec les Feuilles Mortes, Barbara et les plus belles chansons de Prévert dans une mise-en-scène originale, de Jean-Christophe Averty. Je vous attends donc... dimanche prochain à 9h.30, à CFTM-TV, CFQM-TV, et CJPM-TV. (Pour votre région, consultez les horaires.)

une émission spéciale présentée par Pepsi-Cola

B. Nilsson claque les portes de ce Walhalla qu'est le Met

NEW YORK (PA) - La grande wagnérienne, Birgit Nilsson, a annoncé sa participation pour plusieurs spectacles qui devaient être inscrits au programme du Metropolitan Opera de New York en 1970 et en 1971.

Elle a également abandonné les pourparlers engagés au sujet de certaines représentations au Met au cours de la prochaine saison.

La cantatrice suédoise se produira pour 12 représentations de sa saison au Met la semaine prochaine, et six autres au lieu de 12 durant la saison qui suivra. Le célèbre soprano se fera entendre dans "La Walkyrie", "Siegfried", "Le Crépuscule des dieux", à raison de deux représentations pour chacune de ces oeuvres de Wagner.

L'annulation comprend la soirée de première de "Crépuscule des

dieux" en 1970, production du chef d'orchestre Herbert von Karajan dans laquelle il complète de nouvelles mises en scène de cette dernière partie de la tétralogie de l'Anneau du Nibelung, pour le Metropolitan.

Birgit Nilsson avait appris que la direction du Met projetait de couper quelques-unes de ses représentations de l'Anneau du Nibelung en 1970 et 1971, pour inviter le soprano Helga Dernesch, protégée de von Karajan.

Selon Robert Herman, adjoint de Rudolf Bing, gerant général du Met, il y avait eu certains désaccords entre Nilsson et Karajan, mais, à son avis, la cantatrice a surtout manifesté son mécontentement du fait que la direction de la maison d'opéra ne lui avait pas spécifié le nom de la nouvelle chanteuse.

Le bruit de la ville

PUBLICATIONS: Le dernier numéro de "Vie musicale" (revue trimestrielle publiée par le Ministère des Affaires culturelles du Québec) vient d'être lancé. On y trouve, entre autres, un excellent article de Guy Degand sur le "Ricer-car chez Frescobaldi", un exposé de Colette Chevalier sur la musique ancienne et quelques souvenirs du professeur de conservatoire que fut le chef d'orchestre Sylvio Lacharité.

Soulignons également que le Ministère des Affaires culturelles du Québec vient de publier le rapport de ses activités pour 1967-68.

MUSIQUE: Ce soir à 20h30, la radio de Radio-Canada présentera à la salle Claude Champagne son dernier concert public de la série. A cette occasion, on entendra le Trio Alma.

Horaires des théâtres

CENTRE DU THEATRE D'ALBOURD HUI - "La Baye" du mardi au dimanche à 20h30.
COMEDIE CANADIENNE - George Dor 20h30.
LA POLIÈRE - "A Wife in The Hand" du mardi au vendredi à 20h30, le samedi à 18h30 et 21h30.
RIDEAU-VERT - Hedda Gabler, mardi à samedi à 20h30, dimanche à 19h30.

THEATRE DE QUATRE SOUS - En pièces de "L'arche" de Michel Tremblay, à 20h30.
LE PATRIOTE - Tex et Louise Massé.
Place des Arts
SALLE WILFRID-PELLETIER - Béatrice.
THEATRE MAISONNEUVE - Le trio de Jacques Loussier - 20h30.
THEATRE PORT ROYAL - "La dernière bande" et "Zoo Story" - T.N.M. à 20h15.

Horaires des cinémas

EN LANGUE FRANÇAISE

ARLEQUIN - "Rosemary's Baby" et "Les Filles du rideau noir".
BILOU - "Le Plus vieux métier du monde".
CANADIEN - "Du Sang sur la terre" et "Le Franciscain de Bourges".
CINÉMA V - "Alexandre le bienheureux" 7.30 - 9.30 - Dim. 1.30 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30.
CHAMPLAIN - "La Parité" et "Les réves romantiques de Paula Schultz".
CHATEAU - (Voir Français).
CINÉMA DE PARIS - "Le Gendarme se marie" 1.30 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30.
CRÉMAZIE - "Devenir qui veut dîner" et "Le Renard de Tanger".
DAUPHIN - "Salle Héros" - "L'Astragale" 7.30 - 9.30 Salle McLaren - "Le Procès".
ELECTRA - "Les Anges en mini-jupe" et "Hanna au FBI".
ELYSEE - (Salle Alain Renaux) "Pierre et Paul" 7.30 - 9.30 Sam et dim. 1.30 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30 (10 num).
FRANCAIS - (Salle Elémstein) "Les Voitures d'eau" même horaire.
FLEUR DE LYS - Voir Cinéma de Paris.
FRANCAIS - "Le Diable" et "Les Racines du mal".
LIDO - "Les desastres de l'éleveur Torrens" - 8.00 - "Sang Rovers" - allemand s.4 français - 9.30.
GRANDS A - (Voir Français).
JEAN-TALON - "Hélas" et "Maisonneuve".
MAISONNEUVE - (Voir Jean Talon).
MERCIER - (Voir Elétra).
MIDWINTER - "La Première fois" et "Les Skieurs à Paris" (ce dernier en fr. et anglais s.4 français).
MONTRÉAL - "Les Jeux Apprentis" et "Le Vire et la vertu".
PARISIEN - "Mayerling" 6.50 - 12.00 - 2.25 - 4.50 - 7.15 - 9.45.
PIGALLE - (Voir Mid-Winter).
PLACE VILLE-MARIE - Grande salle: "Thérèse et Isabelle" 1.00 - 3.00 - 5.00 - 7.00 - 9.00.
PLAZA - Voir Canadien.
RITZ - "La Prisonnière" et "La Bande à Bonnot".
RIVOLI - "Le Lauriat" 2.25 - 5.50 - 9.25 - "Un macra dans le nez" 12.50 - 4.15 - 7.50.
ST-DENIS - "Un Épais manteau de sang" et "L'Assassin".

EN LANGUE ANGLAISE

ALOUETTE - "Gone with the Wind" 2.00 - 8.00.

CCA présente

le concert de l'année!

avec



PAUL MAURIAT

ET SON ORCHESTRE

DEMAIN SOIR
ARÉNA RICHARD

Métro Frontenac et
Autobus Hochelaga 85

Billets en vente à: Aréna Maurice Richard; CCA, 1822 e. Sherbrooke (sous-sol); Centour (Théâtre Instone); Pl. Ville-Marie; Hoofman's Antiques, 1472 Peel; Ed. Archambault, 500 e. Ste-Catherine; Coûte Pap. Maisonneuve, 4200 Adam; Border's, 1188 e. Bernard; Universal St., 4617 Sources Rd.; D-vies-Ormeaux; Charlebois, 2115 e. J.-Talon; Importation CM, 8225 St-Laurent et 2973 Monk; Goh-pe, 1480 e. Fleury; Lib. Cosmos, Centre Pont-Viau, boul. des Laurentides.

LOCATION PAR TELEPHONE

ARÉNA: 872-2440
CCA: 932-2171; 2234

Également à Sherbrooke, le 22 avril, à Québec, le 24 avril.

Les enseignants veulent savoir Le public aussi

C'est à leur intention que le Gouvernement et la Fédération des Commissions scolaires ont réalisé trois émissions spéciales de télévision concernant les conditions de travail des enseignants du Québec.

- 1ère émission: Explications d'ensemble de la convention collective.
- 2e émission: Explications de certains points concernés plus particulièrement les enseignants.
- 3e émission: Le ministre d'État délégué à la Fonction publique, monsieur Marcel Masse

La première de cette série de trois émissions passera à:

Montréal, CFTM-TV,
dimanche, 17h-30 - 18h-00, 27 avril.

LE COMITÉ PATRONAL DE NÉGOCIATIONS, LE GOUVERNEMENT ET LA FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC.

BOURSE DE TORONTO

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes. Includes sections for Industriels, Divers, and various company shares.

BOURSE DE NEW YORK

Cours fournis par la PRESSE ASSOCIÉE

Table of stock market data for New York, including columns for stock names, prices, and changes. Includes sections for Industriels, Divers, and various company shares.

BOURSE DE MONTRÉAL

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock names, prices, and changes. Includes sections for Industriels, Divers, and various company shares.

BOURSE DE MONTRÉAL

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock names, prices, and changes. Includes sections for Industriels, Divers, and various company shares.

Bourse de Montréal

Gains et pertes s'équivalent hier sur la place locale

MONTRÉAL (PC) — Les prix étaient irréguliers hier à la Bourse de Montréal, alors que les transactions ont été peu nombreuses en fin d'après-midi. Les papeteries ont subi les pires pertes.

L'indice composé a flechi de 67, passant à 187,85.

La Banque de Montréal a reculé de 1/8 à 52,00. La Banque Canadienne Impériale de Commerce de 1/8 à 22,14, cependant que la Banque Toronto-Dominion était inchangée à 22,14, ainsi que la Banque Royale, à 23,34, et la Banque de la Nouvelle-Écosse, à 24,34.

Parmi les industrielles en baisse, Canada Cement a regagné de 1/8 à 33,12, Algoma de 3/4 à 18,34, Consumers Glass de 3/4 à 22 et James Union Steel de 3/4 à 12,12.

Maritime Electric a grimpé de 1/2 à 2,38, le Canadien Pacifique de 1/8 à 83,12, Consolidated-Bathurst d'un point à 26,34, Du Pont de 3/4 à 38, Canadian Itératectures de 5/8 à 12,7-8 et Montreal Trust de 5/8 à 12,5-8.

Correx a fait un bon bond de 1-8 à 8. Parmi les valeurs minières et pétrolières, Hudson Bay Mining and Smelting a reculé d'un point à 88, Cominco de 7/8 à 37,3-4 et Dome Petroleum de 3/4 à 93,2.

Markor a grimpé de 5/8 à 9,12. A la Bourse Canadienne, Furlong Plastics a dégringolé de 5,00 à 3,75 et Magnetics International a reculé de 10 cents à 33,00.

Parmi les spéculatives minières et pétrolières, Crusade a chuté de 11,25 à 8,57 et Castle Oil de 36 cents à 1,40. Bateman Bay Mining a grimpé de 1/2 à 67,1-2.

Le volume pour les deux marchés s'inscrivait à 1,418,800 actions au regard de 1,153,800 actions mercredi.

Cours du dollar

Le dollar américain était inchangé et cotait à \$1,07-17,32 en valeurs canadiennes.

La livre sterling a flechi de 1-16 et cotait à \$2,56 15-16.

Détendez-vous!... Prenez l'avion!

À PARTIR DU LUNDI 28 AVRIL

Georgian Bay Airways NOUVEAU Service Régulier

Quotidien de l'Aéroport International de Montréal vers

OTTAWA NORTH BAY SUDBURY SAULT STE-MARIE*

Également, service quotidien* de Sudbury vers

TIMMINS et KAPUSKASING***

Vous voyagez de bord d'un bi-moteur confortable.

*Sauf samedi et dimanche. **Deux fois par jour de Sudbury à Sault Ste. Marie, sauf samedi et dimanche. ***Timmis-Kapuskasing, deux fois par jour sauf le samedi et une fois le dimanche.

Horaires permettant la correspondance avec le réseau d'Air Canada.

Reservations et informations 514/631-6643

Advertisement for MAISON ALCAN, L.TÉE, featuring a house and text: 'Belle maison style Nouvelle-Angleterre avec vaste terrain (16.292 pi. car.)...'

Advertisement for MEUBLES M. ÉDOUARD, featuring text: 'Meubles • Tapis • Draperies...'

Advertisement for ARCHITECTES DAVID & BOULVA, featuring text: '3 Place Ville-Marie...'

Advertisement for DÉCORATEURS ENSEMBLIERS LAURENT BÉRUBÉ, featuring text: '8240 AIME-RENAUD...'

Advertisement for ARCHITECTES JACQUES CORRIVEAU, featuring text: '1285 ST-ANDRÉ...'

Advertisement for ARCHITECTES DAVID & BOULVA, featuring text: '3 Place Ville-Marie...'

Advertisement for DÉCORATEURS ENSEMBLIERS LAURENT LAMY, featuring text: '788, Wilder...'

Advertisement for GEORGIAN BAY AIRWAYS, featuring an illustration of an airplane and text: 'Détendez-vous!... Prenez l'avion!'

Advertisement for GEORGIAN BAY AIRWAYS, featuring text: 'À PARTIR DU LUNDI 28 AVRIL...'

L'information

sportive

La Coupe Stanley en un coup d'oeil

DIVISION "EST"

Série demi-finale "A" 4 de 7

Table with 6 columns: Team, PJ, G, P, BP, BC, PTS. Rows for CANADIENS and NEW YORK.

Série demi-finale "B" 4 de 7

Table with 6 columns: Team, PJ, G, P, BP, BC, PTS. Rows for BOSTON and TORONTO.

Série finale 4 de 7

Table with 6 columns: Team, PJ, G, P, BP, BC, PTS. Rows for CANADIENS and BOSTON.

DIVISION "OUEST"

Série demi-finale "A"

Table with 6 columns: Team, PJ, G, P, BP, BC, PTS. Rows for ST. LOUIS and PHILADELPHIE.

Série demi-finale "B"

Table with 6 columns: Team, PJ, G, P, BP, BC, PTS. Rows for LOS ANGELES and OAKLAND.

Série finale 4 de 7

Table with 6 columns: Team, PJ, G, P, BP, BC, PTS. Rows for ST. LOUIS and LOS ANGELES.

LES COMPTEURS DES SERIES

Large table with columns B, A, Pts and rows for various teams like Esposito, Hodge, Sabourin, etc.

Table titled 'Les rois des coups de circuit' with names like Jimmy Fox, Ted Williams, Ed Mathews, etc.



DETROIT - Voulez-vous une voiture sport d'aspect quelque peu futuriste? Ann Burr, de Ann Arbor, Mich. vous offre la nouvelle Astro III de General Motors, un prototype de voiture à trois roues pour un seul passager.

De la vitesse-éclair

Les amateurs de courses d'accélération en auront plein la vue (et les oreilles) dimanche le 27 avril prochain quand des vedettes internationales montreront leur savoir-faire à Napierville.

Le deuxième programme de l'année nous amènera des "Fuel Altered" dragsters avec au volant, Jim Shores, Tom Prock et Peter Hill. Tous sont connus et respectés à travers les pistes américaines comme étant très compétitifs.

un moteur Chrysler Hemi 1969. Il est un des frères Hill très connus dans la course d'accélération pour la construction de bolides très rapides et très sûrs.

Peter Hill conduit depuis plus de 1959 sans accident et il attribue cela au fait que la prudence et la sécurité soient toujours à la base de son action. Il porte toujours un couvre-tout à l'épreuve du feu pour conduire son véhicule alimenté au nitrométhane.

Shores, dont le surnom est "Fireball", est un meneur

Howell sera aussi au volant d'un AA/gas soit un Willys 1933 propulsé par un moteur Chrysler Hemi '68. Cette voiture très légère est construite à partir d'un châssis tubulaire et de fibre de ver.

Hill qui conduira aussi un Willys 1933 emploie cependant

COMPTABLES AGRÉÉS. MEMBRES DE L'INSTITUT DES COMPTABLES AGRÉÉS... THE INSTITUTE OF CHARTERED ACCOUNTANTS OF QUEBEC

Gaspillage à Radio-Canada?

OTTAWA - Mercredi, aux Communes: le député Steve Paproski, PC-Edmonton Centre, a posé à M. Gérard Pelletier, secrétaire d'Etat, la question suivante concernant la couverture par Radio-Canada des récents championnats mondiaux de Hockey qui se sont déroulés à Stockholm: "Le gouvernement avant proclamé son intention d'éviter les gaspillages, le ministre pourrait-il expliquer à la Chambre la raison pour laquelle Radio-Canada a envoyé 56 membres de son personnel pour trois semaines en Suède, sachant que le poste CTV avait obtenu le contrat de télévision pour les jeux mondiaux de hockey?"

Nage synchronisée

Samedi, le 26 avril prochain, se tiendront à la piscine municipale Gadois, 5485 Chemin Côte St-Paul, les championnats de nage synchronisée, auxquels participeront des membres de l'équipe Concordia.

Quel score, René?

Le phénomène n'est pas nouveau mais il convient de le rappeler: beaucoup d'auditeurs qui écoutent les commentaires rendus des joutes de hockey, en particulier à la radio, se plaignent d'une fâcheuse négligence de René Lecavalier: celui-ci ne rappelle pas assez souvent le score. Il s'écoule parfois 10 ou 12 minutes avant qu'il ne s'avise de révéler à l'auditeur qui vient d'ouvrir son poste que l'équipe montrealaise mène par "x" buts contre "y" buts. Dimanche dernier, 26 avril, un automobiliste a pu parcourir la moitié de l'autoroute des Laurentides avant que M. Lecavalier se décide à dire quel était l'équipe gagnante et par combien de buts. Sans doute, M. Lecavalier est-il trop absorbé par la description pour songer à ce détail, mais ne pourrait-on pas charger l'un de ses acolytes - M. Maurice Bailly, par exemple - d'intervenir toutes les quatre ou cinq minutes pour faire le point?



Voici les officiels de l'équipe Nationale de hockey du Canada, équipe qui sera renouée de A à Z, dit-on: de g. à dr. le rév. David Bauer, Jack Hopwood et Hap Emms, ex-gérant d'équipe dans la ligue Nationale à qui l'on vient de confier la tâche de bâtir enfin une équipe de calibre propre à ramener au pays le championnat mondial de hockey amateur. (Téléphoto PA)

The Canadian Club est distillé et embouteillé à Walkerville, Canada.

Canadian Club. Le whisky canadien si léger qu'il fait toute la différence du monde.

Moeillex, velouté, le Canadian Club, le plus léger whisky du monde, est reconnu comme "le meilleur qu'on puisse offrir" dans 87 contrées: Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Antartique, Antigua, Argentine, Aruba, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bermudes, Brésil, Ceylan, Chili, Chypre, Corée, Costa-Rica, Curaçao, Danemark, Equateur, Espagne, Etats-Unis, Ethiopie, Finlande, France, Gibraltar, Grèce, Groenland, Grenade, Guadeloupe, Haïti, Hong-Kong, Iles Canaries, Ile Christmas, Iles Fidji, Iles Salomon, Iles Vierges, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Liban, Libye, Malte, Maroc, Mexique, Népal, Nigeria, Norvège, Nouvelle-Guinée, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Porto-Rico, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni, Sierra Leone, Soudan, Suède, Suisse, Tahiti, Tanzanie, Thaïlande, Trinidad, Tunisie, Turquie, U.R.S.S., Uruguay, Venezuela, Yougoslavie et Zambie.



Grid of advertisements for various accounting firms, including ARCHAMBAULT, MARCHAND BOIVIN, ARMBOND, LAFLEUR & CIE, GAVIN, PENOVOST, DUMAIS ET ASSOCIES, NADEAU, PAQUET & CIE, etc.

